



DÉLIBÉRATIONS

Le 4 juin 2026 à 15h20, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Zohra AMIMI

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

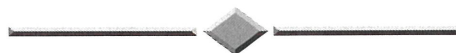
Étaient représentés :

Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 29 mai 2026



DÉLIBÉRATIONS

34 DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE L'AG2R LA MONDIALE DANS LE CADRE DE L'AIDE AUX AIDANTS FAMILIAUX

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Local d'Information et de Coordination des Aînés de Rouen (CLIC) accompagne les rouennais âgés de plus de 60 ans pour toute question relative à la perte d'autonomie et à l'avancée en âge.

Il assure un accueil physique et téléphonique sans rendez-vous et propose des accompagnements individuels à domicile pour toute question en lien avec le maintien à domicile, la protection des personnes vulnérables, l'orientation en établissement spécialisé, l'aide aux aidants, l'accès aux droits et aux soins...

En parallèle, il met en place chaque année, avec le soutien de la Ville, du Département de Seine-Maritime et de ses partenaires, un programme de prévention à la perte d'autonomie, gratuit et accessible à tous. Les personnes âgées de plus de 60 ans peuvent ainsi participer chaque mois à des activités de bien-être et de sport adapté ainsi qu'à des conférences et des forums sur des thématiques ciblées. Le CLIC organise également tout au long de l'année des actions dans le cadre de l'aide aux aidants. Il anime depuis 2007 un groupe de parole et d'informations en faveur de ce public et propose également des ateliers de bien-être, d'estime de soi et de découverte culturelle.

Afin de développer ses actions en faveur des aidants, le CLIC des Aînés souhaite s'associer à la caisse de retraite AG2R la Mondiale afin de développer sur son territoire un programme d'ateliers intitulé « Aider son proche en prenant soin de soi » autour du bien-être spécifiquement dédié aux aidants familiaux.

En cas d'accord de la subvention demandée, ce programme sera mis en place à compter du mois de juillet 2026 jusqu'en juillet 2027, puis renouvelé l'année suivante.

L'objectif de ce projet est de permettre aux aidants, souvent isolés en situation d'épuisement, de retrouver du lien social, de réapprendre à prendre soin d'eux et de découvrir des pratiques qu'ils pourraient poursuivre en autonomie.

Le projet se déclinerait en 1 cycle annuel réparti en 4 thématiques proposant chacune 6 ateliers animés par un professionnel dédié.

L'année débiterait par 6 ateliers autour du bien-être global de l'aidant (ateliers sur l'alimentation et l'hydratation, le sommeil, la relaxation, initiation au massage et à l'automassage). Elle se poursuivrait avec 6 séances de sophro-marche en forêt, puis par 6 ateliers autour de la gestion des émotions et enfin 6 ateliers autour de la socio-esthétique. Le cycle complet serait renouvelé l'année suivante.

Ladite demande de subvention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen est invité à se prononcer sur l'opportunité de solliciter une subvention pour un montant de 10 600 € auprès de la caisse de retraite AG2R la Mondiale.

DÉLIBÉRATIONS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.113-1, L.113-1-3 et R.123-20,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'Action Sociale et Médico-Sociale,

VU la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M) signée le 28 avril 2025 par le CLIC de Rouen et le Département de Seine-Maritime et en cours de renouvellement pour l'année 2026,

VU le dossier de subvention annexé à cette présente délibération ainsi que son budget prévisionnel,

CONSIDÉRANT que le CLIC s'engage dans le cadre du C.P.O.M. signé avec le Département à mettre en place un programme de prévention en faveur du public âgé et de ses aidants,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. gère le CLIC des Aînés de Rouen,

CONSIDÉRANT que la validation de cette demande de subvention par AG2R La Mondiale permettrait au CLIC de poursuivre et de développer ses actions en faveur des aidants familiaux, conformément aux prérogatives du Département et aux besoins repérés sur le territoire,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à déposer une demande de subvention auprès de la caisse de retraite AG2R la Mondiale et à solliciter dans ce cadre un financement d'un montant de 10 600 € pour la mise en œuvre du projet « Aider un proche, en prenant soin de soi » en faveur des aidants en 2026 et 2027.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation


 Vanessa RAPITEAU
 Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.